



LA VICE PRÉSIDENTENCE DU C.A. PASSE À L'UNEF CAEN

Je suis donc devenu vice-président du CA par 27 voix contre 23 et 3 blancs. Depuis, l'UNEF-ID ne cesse de dire aux étudiants que nous avons pactisé avec l'UNI. Mais que se cache-t-il derrière (ou après) cette fonction pour débarrasser autant les passions ?

Mais passons sur ces péripéties. Beaucoup plus importante est la possibilité pour FUNEF-Caen de mettre en pratique ses idées.

Le vice-président, selon nous, ne doit surtout pas être là pour dire amen à tout ce qui se passe dans l'université. Celles-ci doit être un moteur dans la défense des droits des étudiants, sans distinction, par exemple pour les dossiers de dérogation ou sociaux, même lorsque ceux-ci sortent des

critères admis par les administrations. Nous ne sommes pas là pour remplacer le personnel administratif.

Mais, le vice-président étudiant du CA suit également l'élaboration et l'application des différentes réformes. Et celui-ci se doit d'intervenir lorsque l'on aboutit à une situation contraire aux intérêts des étudiants : la mise en place de la réforme Bayrou est la meilleure preuve de ce qui se passe quand trop d'étus étudiants (et de syndicats) se taisent voire collaborent au massacre.

Les luttes éducatives risquent d'être plus que jamais nécessaires avec les mesures rétrogrades de Claude Allègre rassemblées notamment dans UDM et l'harmonisation européenne des diplômes. Un vice-président se doit

d'intervenir, notamment grâce à sa connaissance des différents domaines. Il doit être un élément moteur des luttes et non un frein ou un diviseur.

Et m'exprimant d'une façon plus personnelle, je ne suis pas là pour être la courroie de transmission du ministère mais pour être une possibilité supplémentaire d'expression des revendications étudiantes.

Olivier Ruel
Élit au C.A. et à l'UFR d'histoire.



Commeux que votre indépendance financière est garante de votre autonomie vis à vis de la loi, nous avons décidé d'ouvrir une coopération où vous trouverez des besoins fraîches et des conditions.

Cette coopération est ouverte à toutes. Vous pourrez ainsi passer au local et discuter avec nous autour d'un coin bien frais et d'un mars agréable. Vous participerez, à votre façon, aux activités de l'UHP.

Et ces activités coûtent cher. Exemple : 100 affiches au format A3 coûtent 65 fr. soit presque une collation annuelle d'adhérents qui est de 80 fr.

«*Je me vante, c'est très simple. Dans le bâtiment socialisé générale (ou vous vous êtes inscrits), au même étage (le dernier), salle 543. Vous pouvez pas le rater, c'est plein d'affiches et de beaux bureaux !*»

TARIFFS

Mare, Poole, Nuff, Upton,
MMA a contract for all
crimes; H. H. H. H. H.
H. H. H. H. H. H. H.
H. H. H. H. H. H. H.
H. H. H. H. H. H. H.

*Crises
strengthened and the war was
becoming a self-sustaining process*

Similar products
 Another useful tool is available.

Coca-Cola Dringine
Schreyegone tritane et Lomoni
Mecpe, lupton zw-lae, Parita
(folle 33 et)

Вот такой. Он и раньше, до
поступа, до войны, и раньше,
до индустриализации, № 120 и

Key Words:

*Illustration (33) di due lattini
di 390 (1900) e 400 (1901).*

PAPYRUS

Journal publié par l'UNEF Caen
numéro 2 - mai 1999 - 6 fra

fait de la résistance !

DOESEN

BATTU !

Rocco : 26 cm

Université : 2000

ANGOISSE de la RACE BLANCHE

400 000 copies d'examen
imprimées par un élu FN

R.U : DILEMMES

Petits plats / ragougnâ
rilqué(e) / raqué(e)

HOT D'OR DES SANS-PAPIERS

Catégorie Matraque :
La plus longue et la plus
dure à J.P Chevénement...

PLAN SOCIAL ETUDIANT

Chronique d'un vide annoncé

FRAIS D'INSCRIPTION

**BIENTÔT
2000 FRANCS...**

PRENEZ MON
CORPS

GARDEZ LA
C MONNAIE





Colère...

BON COURAGE !

ALORS HEUREUSE

COQUINE

gagner, le sourire du Madelin...

Bon courage aux étudiants trop riches pour avoir une bourse et trop pauvres pour vivre décemment. Le plan social étudiant de Claude Allègre en parlera à son cheval (pp.10-11). Une bourse? aller voir Vivendi, c'est une valeur d'avenir...

Bon courage aux étudiants handicapés qui chaque jour luttent contre des conditions d'accueil déplorables (p.17). Un pognon pour quelques étudiants au nom du service public? Allons bon... et la dure réalité économique. Qu'en faites-vous petits inopistes?

Bon courage aux personnels IATOS, toujours moins nombreux pour toujours plus de boulots (p.17). De quoi vous plaignez vous? Y'a de plus en plus de vigils!

Bon courage aux sans-papiers, oubliés et toujours aussi mobilisés (p.12).

Bon courage aux peuples kosovar et serbe, pauvres victimes d'un gigantesque partage du monde... (pp. 20 à 23)

Bon courage à ceux qui, le 1er mai, ont défilé pour l'égalité, pour une vie

décente, pour la justice (p.16). A bientôt dans les prochaines manifs! Ne vous inquiétez pas, on sera un peu plus nombreux. En attendant, on s'élève et on se relaie le monde!

Bon courage à la colère qui monte, qui monte, et qui finira bien par inquiéter ceux qui veulent nous exploiter, caver nos diplômes et faire de nos sacs des pots de peinture de formations à leurs machines, leurs cadences internes et leur libéralisme

Bon courage enfin à la Solidarité Étudiante! Longue vie du côté des luttes!

Nicolas Gosselin

Sommaire du numéro 2

Thème : les frais d'inscription	p.4
L'impact de la taxe Maitre	pp.10-11
27 mois : une belle manifestation, une sale répression	p.13
Le bâtiment hétéro des cités des luttes	p.16
Le combat des étudiants handicapés sur le terrain	pp.18-19
Résumé : l'intervention de l'État en question	p.20

PAPYRUS

Bulletin publié par : l'Association Caennaise des Étudiants de l'Union Nationale des Étudiants de France. UNEF Caen. Esplanade de la paix, 14032 Caen cedex. Bât. scolarité générale, 3ème étage, salle 543.
tél/fax : 02.31.56.64.59

Directeur de la publication : Guillaume Hédonin, Nicolas Gosselin

Comité de rédaction : Matthieu Allard, Marion Camu, Brice Errandonea, Sylvain Favry, Nicolas Gosselin, Guillaume Hédonin, Aurélie Le Fort

Rédacteurs : Michaël Colin, Aïco Deshayes, Brice Errandonea, Nicolas Gosselin, Julien Hermilly, Olivier Ruel, Sébastien Marie, Matthieu Allard, Samuel Vérove, Benoît Lamy, Fabien Guillot, Marc Beaufère

Illustration : Charb*, Nicolas Queru, Luz*, Tignous*
*Chaque année

Pour nous écrire : envoyez votre lettre au local ou déposez-la, mentionnant au dos "papyrus"

DOSSIER

tu augmentes et tu augmentes... comment veux-tu, comment veux-tu que je... m'inscrive?

FRAIS D'INSCRIPTION ALLONS AUX 2000 FRs, VIA...GRA !

Que ce soit au mois de juillet pour les bacheliers, ou en septembre-octobre pour les autres étudiants, le passage obligé pour s'inscrire à l'Université est le chèque. Un chèque dont le montant grogne d'année en année. A chaque augmentation, c'est le service public qui est bafoué. Dans ce dossier, vous verrez que cette attaque antisociale a le vent en poupe. Nous vous donnons également quelques armes pour y passer. Mais avant tout, ce dossier est un appel à la constitution d'un mouvement étudiant puissant et combatif, un combat contre la casse de l'Université publique et laïque.

Il y en a un qui doit se lever chaque matin en écoutant France Info avec attention. En 1994, les étudiants de Caen et de plusieurs facs en France lui avaient décerné le pavé d'or de la plus belle attaque libérale depuis des années contre le service public d'enseignement supérieur. Pour organiser sa pensée, cet homme s'était en effet fendu d'un rapport...

LEXIQUE

► **Droits nationaux**
Seuls obligatoires, fixés par le ministère. 815 frs en 98/99.

► **Frais locaux**
Facultatifs, correspondent à des services (sport, photocopies), 100 frs à Caen.

► **Frais Miches**
Les frais locaux facultatifs, mais présentés comme obligatoires à l'inscription. Les 100 frs à Caen. Ils peuvent être remboursés sur simple demande.

► **Les frais de sécu**
1090 frs (condition d'âge).

position... Bref, ça te fait dire que, quand même, le rapporteur, ça ne doit pas être n'importe qui!

"Au rapport mon adjoint au ministre!"

A l'époque, l'adjoint au ministre est F. Bayrou, ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur depuis 93 (et jusqu'en 97). Le rapport qu'il reçoit est une bombe. Il heurte tellement ceux qui l'ont eu entre les mains qu'il résonne encore dans l'esprit des plus vieux de nos militants comme un souvenir de guerre (nom de dieu!). Pour les anciens, le nom rapporteur est à jamais lié à son nom.

LAURENT (pour les plus jeunes, le nom d'Allah l'emporte cependant haut la main).

Laurent balance plusieurs propositions dans la droite ligne des réformes qui le précèdent depuis 20 ans et surtout, surtout une petite perle :

l'augmentation des frais d'inscription (ils sont autour de 600 frs hors sécu à l'époque) pour atteindre 2000 frs en 1er cycle et 3000 frs en licence, hors sécu. Avant il abusait d'eau (de bénitier) de vie au cours d'un repas dominical avec Bayrou? Toujours est-il que les étudiants n'apprécient pas trop et le lui font comprendre. Des facs en grève, des AG un peu partout, de la colère bien enervée... Alors pour que

Bayrou annonce que tout ça, finalement, c'était pour de mieux, qu'on a bien ri à se faire peur mais qu'il est temps de reprendre les cours. Et de ranger le rapport dans la bibliothèque au rayon "écrits maudits".

Il avait un beau relais avec l'Unité au sein de la fac. "Ce n'est qu'un rapport", vous vous battez contre du vent! nous lançait-on au cours des AG. Finalement, nous avions réussi à enterrer le rapport mais pas l'esprit et les idées qui l'animaient.

En 1999, chaque matin, ce mon-sieur LAURENT écoute France Info. Il sait que ses idées sont en train de triompher : la pensée politique et économique dans laquelle il s'inscrit (et qui domine) est libérale. Elle guide les choix budgétaires des gouvernements. Dans un système libéral, il est convenu que l'éducation est une charge (à la différence d'une mission) pour l'État. Or, dernière l'État, il y a l'impôt... Pour séduire l'électorat (et le patronat surtout) hostile aux impôts, il faut donc se décharger de ce fardeau. On appelle cela le désengagement financier de l'État. Pour le combler, deux solutions s'offrent au gouvernement : la privatisation de l'université et/ou son financement par les usagers (les étudiants).

FAIS TOI MÊME TON CHEQUE EN BOIS



SOMMAIRE DU DOSSIER

Frais d'inscription. Allons aux 2000 frs, via...gra	pp.3 et 4
La fac de Caen en chiffre	p.5
Les actions de l'UNEF Caen	p.5
Les frais illégaux en France	p.6
Rappel : lois et décrets	p.6
Conseil : la fac s'entête dans l'illégalité	p.7
Comment se faire exonérer des droits d'inscription	p.7

En matière de privatisation, l'évolution se fait progressivement. Aucun gouvernement n'osera le faire brutalement. L'arme essentielle, c'est le contrat Etat-région-universités dans lequel les entreprises peuvent jouer un rôle essentiel. La perspective pour les entreprises : s'offrir des diplômés adaptés à leurs besoins et une main d'œuvre diplômée, formée, livrée clé en main. L'autre solution, celle qui nous intéresse : les étudiants.

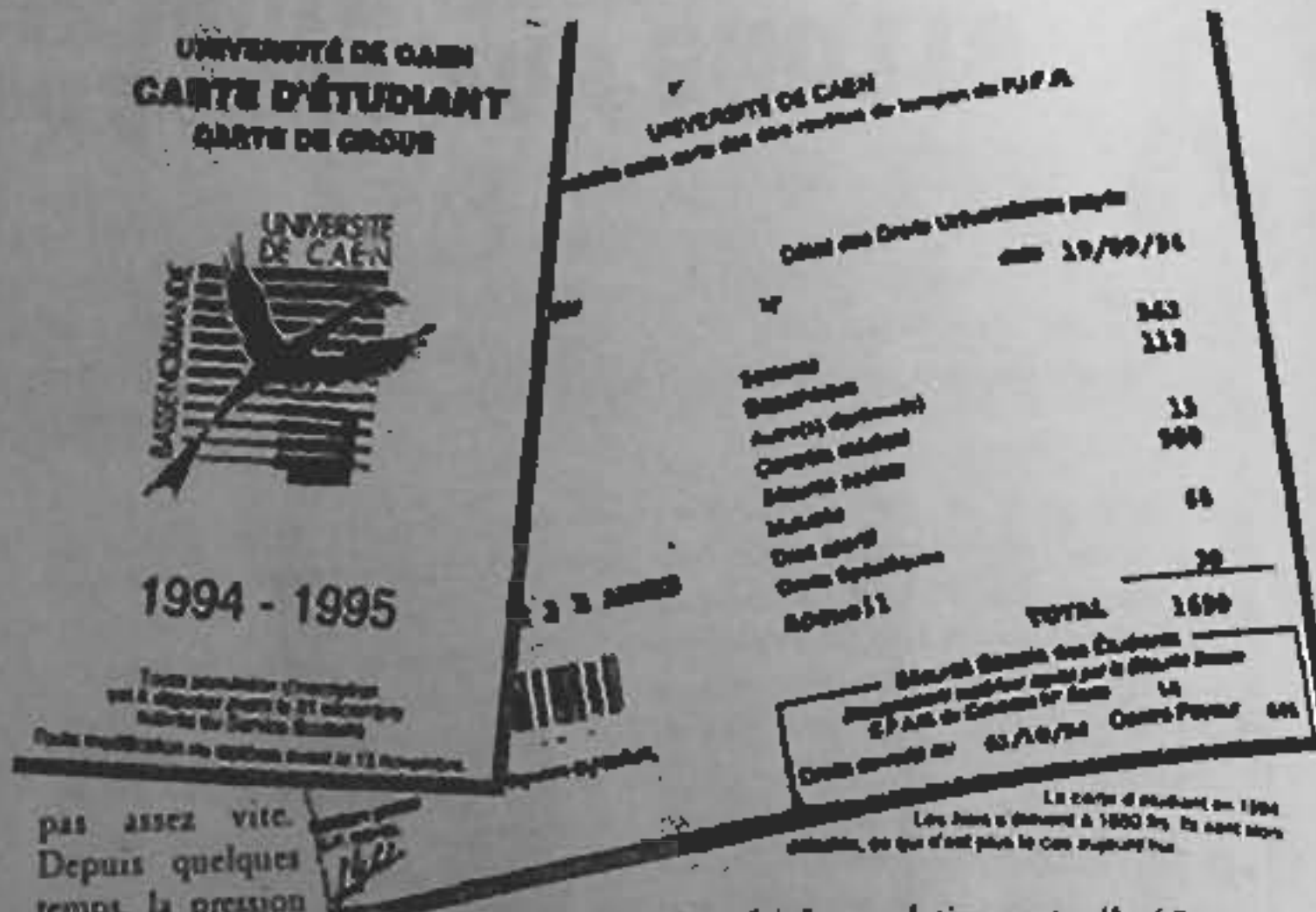
**La carte d'étudiant
est passée au dessus
des 2000 frs
cher baron...**

Achetez, mon
p'tit Gaillard,
achetez...
Ca va monter !



affirmant que les formations universitaires ouvrent un des bouloirs.

PAPYRUS



Conférence des Présidents d'Université¹ annonçait qu'*"il faudra envisager une participation accrue des étudiants au financement de leur université."*

Dans VU (Vic
Universitaire) de novembre
98, un professeur de
sociologie de Paris X, Pierre
Dubois entre de plein pied
dans le débat. Regrettant
que "la contribution directe
des étudiants représente moins
de 2 % du coût de formation"
(estimé à 50 000 frs par
étudiant), P.Dubois
propose un "engagement
financier des usagers". Il
justifie cette idée en
que les formations
ouvrent sur des bouloirs "

Il propose ainsi de "fixer par arrêté un plancher (le prix actuel) et un plafond pour les droits d'inscription(...) Le plafond pourrait atteindre (...) cinq fois le montant plancher". Ainsi, les droits "couvriraient 10 % du coût de formation". Chaque fac, grâce au renforcement de leur autonomie, pourrait fixer les frais définis "dans le cadre de la fourchette". Les frais pourraient ainsi atteindre 5 000 fcs (hors sécu).

Pour Dubois, cette disposition légale permettrait de lever deux obstacles à l'augmentation des frais d'inscription : "les organisations étudiantes" et les Tribunaux Administratifs qui pour le moment donnent raison aux étudiants pour le remboursement des frais illégaux des

DEVINETTE

Qu'est ce qui coûte
1050 fr cette année,
qui permet de se faire
rembourser une partie
des frais de médecin
ou de dentiste, et qui
était gratuite
jusqu'en 1984 ?
— Ça oui, la gén...

illégaux (menace de procès...cf. le papyrus n°1). Au cours de notre discussion, M. Kabanoff nous a avoué le fond de sa pensée. Il attend avec impatience le jour où le ministère autorisera par décret les sacs à fixer des frais locaux pouvant atteindre 500 frs... Il a justifié cette requête en comparant les autoroutes et les universités : "il n'y a pas de raisons que tout le monde paie pour ceux qui s'en servent. Un service ne peut être gratuit..." On a du service public la définition qu'on peut...

Voilà qui nous annonce de beaux jours ! Pourquoi suis-je syndiqué ? Donnez moi une seule raison de ne pas l'être !

Nicholas Gosselin

1. **Autonomie financière et pédagogique**
des universités accrues (ce qui signifie que chaque fa-
culté peut faire sa sauce locale en matière de budget et de
diplôme), entrée des entreprises dans la fac,
secondarisation de l'enseignement, organisation de
l'année en trois semestres de 3 fois 16 semaines
d'enseignement pour occuper les locaux toute l'année,
renforcement des petits bancaires etc. (rapport
consultable au local de l'UNEE Caen).

2 Union Nationale Inter-Universitaire, syndicat lié au RUP, qui a soutenu J. Chirac pendant les présidentielles de 95 au sein des JAC (Jeunes Avec Chirac) et se présente comme l'alternative aux syndicats de gauche sur la fac ("TUNI : La droite universitaire"). Leur proposition : autonomie des fcs (mutualisation) desures aux mérites.

3 La CPU regroupe tous les présidents d'université et est présidée par C. Allègre.

LA FAC DE CAEN EN CHIFFRE

► 6236 boursiers sont dénombrés sur la fac, soit 23,8 % des effectifs. Ils paient 45 frs de frais d'inscription. 15 frs sont consacrés à la Médecine Préventive Universitaire, obligatoire (cf. Papyrus n°1); et 30 frs de dossier (facultatifs et donc remboursables).

▲ 2255 personnes ont été exonérées des droits nationaux en vertu de l'article 3 du décret du 5 janvier 1984 (voir "appel" page suivante). Cela représente 8,4 % des étudiants. Ils paient cependant la somme de 115 frs. 15 frs de M.P.U., 30 frs de dossier, 70 frs de frais sportifs. Ces deux derniers peuvent être remboursés.

Frais facultatifs :

► 20 429 étudiants paient les frais sportifs soit 1 430 000 frs pour le SUAPS.

26665 paient les frais de dossier soit au total 800.000 frs.

▲ L'UNEF Caen a fait rembourser 76 étudiants (457 dossiers en cours de traitement) des frais facultatifs.

LES ACTIONS DE L'UNEF Cuen

locale. Notre souhait, à
terme est d'obtenir la
gratuité des services du
SUAPS. A défaut, nous
voulons que les
étudiants puissent
Au GUICHET 5.



choisir de payer ou non les 70 fr. Mais, si la fa-
ugmente de façon
conséquente les frais de
SUAPS, nous saurons
nous battre pour refuser
cette augmentation.
Nous agissons dès juillet
pour que les 10%

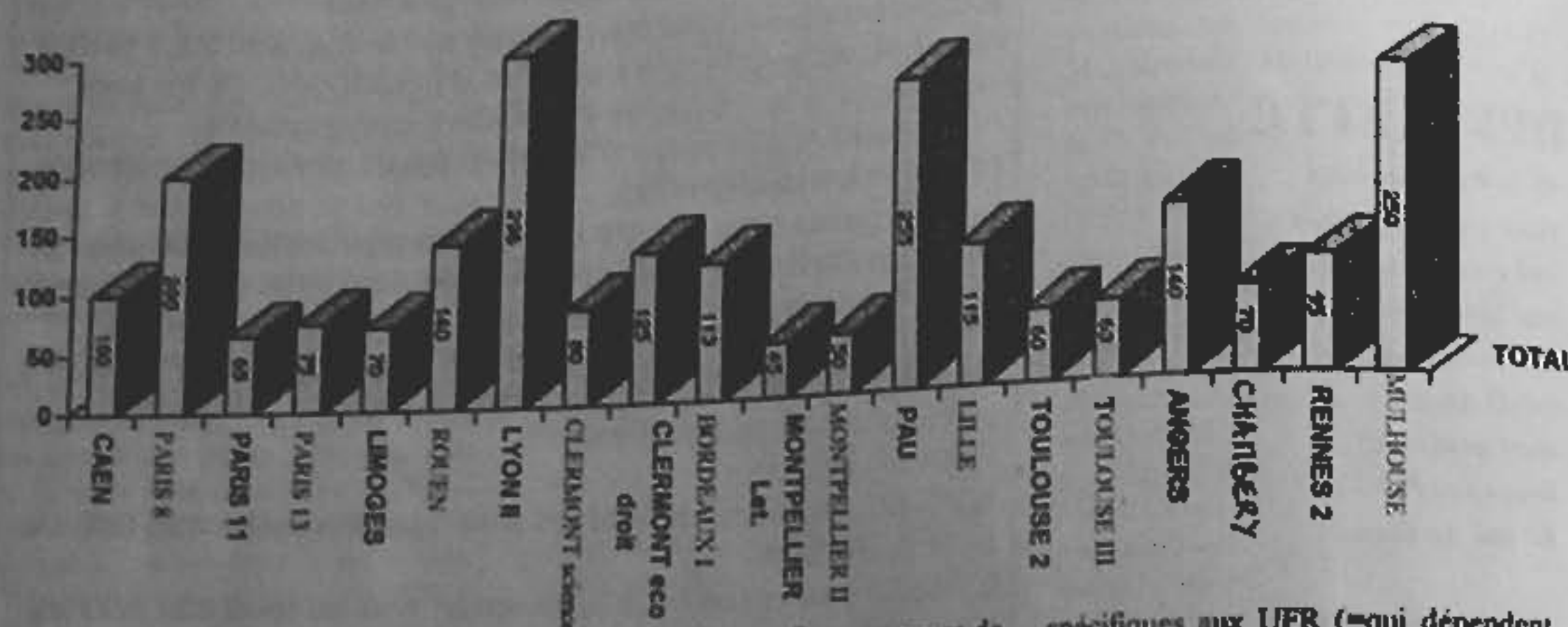
d'étudiants de la fac qui peuvent être exonérés des frais d'inscription en vertu du décret de 84, le soient effectivement (voir p.7). Actuellement la fac atteint 8,6%. C'est pas mal mais cela pourrait être mieux !

Nous disposerons donc de
plusieurs axes de
campagne :

- détail des droits
universitaires.
- libre choix de paiement
des frais facultatifs.
- remboursement des droits
d'inscription aux 10 %
d'étudiants comme prévu
par la loi.

augmentation du budget
de l'enseignement supé-
rieur.
Nous ne serons jamais
trop nombreux dans cette
lutte.

le Fric parade des facs LES FRAIS ILLÉGAUX EN FRANCE



Ce tableau parle de lui-même : les frais illégaux (facultatifs mais rendus obligatoires) définis localement varient extrêmement d'une fac à l'autre. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles nous les combattons.

Caen se situe dans la catégorie supérieure des facs concernées. Mais, pour une lecture plus complète de ce tableau, il doit être accompagné de certaines données et précisions :

1/ Les facs présentes dans le tableau ne sont pas les seules à faire payer des frais illicites. Nous n'avons pas pu toutes les contacter. Mais ce panel donne une idée assez précise de la situation globale.

RAPPEL lois et décrets

▲ L'article 48 de la loi de finance du 24 mai 1951 stipule que les seuls frais obligatoires pour être régulièrement inscrits à l'université sont fixés nationalement par arrêté ministériel.

▲ Pour l'année 98/99, c'est l'arrêté ministériel du 28 août 1998 qui fixe à 800 francs les frais d'inscription : 680 francs de droits d'inscription (dont 51 francs de FAVE), 134 francs de BU.

▲ Le décret du 28/12/84, fixe à 15 francs en plus des frais d'inscription les frais de MPU (médecine Préventive Universitaire). Ils ne sont pas exonérables.

2 / Des facs ne font pas payer de frais illégaux à l'inscription : Paris I, III, IV, X, XII Strasbourg, le Havre, Clermont Lettres etc. Cela ne veut pas dire que les services y sont gratuits. Ex

Strasbourg n'a pas de frais illicites, mais la carte de sports coûte 50 francs (pour ceux qui la souhaitent). Ces frais d'accès aux services sont parfois très élevés. Ils ne sont pas condamnables juridiquement, mais nous devons les combattre au nom du service public et de l'égalité de tous les étudiants.

3/ Les frais illégaux concernent plusieurs domaines : le sport, les photocopies, le dossier, l'accueil, la médecine (en plus des 15 francs obligatoires !), la culture, la "vie étudiante", l'affranchissement. Ainsi, chaque fac fait payer des frais différents pour des services différents. Une fac peut ne pas imposer le sport mais imposer parallèlement 25 francs d'affranchissement (Clermont droit).

4 / Des facs présentes sur le graphique font payer des frais

spécifiques aux UFR (=qui dépendent de l'UFR d'inscription). Aux 70 francs de frais illégaux de Chambéry (cf. tableau), il faut ajouter les frais spécifiques aux UFR. Les facs de Mulhouse et de Paris XIII ne font pas payer de frais communs mais seulement des frais spécifiques. Nous avons donc établi une moyenne pour les mettre dans le tableau.

La comparaison est donc délicate car les prix varient pour des services différents et le fait qu'une fac n'ait pas de frais illicites ne veut pas dire que les services y soient gratuits. Elle témoigne cependant d'un fait indéniable :

l'inégalité de traitement des étudiants sur l'ensemble du territoire. Étudiant pauvre, fais ton choix ! Et vive le service public !

NB : la lettre type pour le remboursement est disponible au local

MG

AU PRIX QU'ON PAYE



Dans les conseils centraux

LA FAC S'ENTÊTE DANS L'ILLÉGALITÉ...

MOTION PRÉSENTÉE PAR L'UNEF CAEN AU CEVU
DU MERCREDI 28 AVRIL 1999.

Introduction :

L'article 48 de la loi de finance n°51 598 du 24 mai 1951 stipule que les frais d'inscription à l'Université sont fixés chaque année par arrêté ministériel (800 francs pour 98/99). Le décret du 28 décembre 1984 fixe à 15 francs les frais de MPU (Médecine Préventive Universitaire). Dans beaucoup d'Universités, des frais locaux facultatifs viennent s'ajouter à ces frais obligatoires (100 francs à Caen en 98/99).

REFUSÉE

Motion :

Le conseil des Etudes et de la Vie Universitaire de l'Université de Caen, réuni ce mercredi 28 avril 1999, demande qu'il soit fait le détail de ces frais d'inscription sur les cartes d'étudiant et qu'y soit inscrit le caractère facultatif des frais fixés par l'université de Caen.

Le 28 mars 1999, les quatre élus de l'UNEF Caen au CEVU (Conseil des Etudes et de la Vie Universitaire) ont déposé une motion au conseil. Elle visait à obtenir le détail des droits d'inscription sur la carte d'étudiant et la modification du caractère facultatif des frais de SUAPS et de dossier. Celle-ci a

été refusée ! La raison : l'enveloppe budgétaire attribuée à l'université ne sera pas augmentée. Ainsi, selon les dires des membres du CEVU, accepter le paiement des "frais illégaux" reviendrait à opérer une coupe budgétaire dans d'autres services. Aussi, loin de se mobiliser pour une augmentation du budget, il nous est demandé d'approuver la grande bonté

de notre cher ministre qui daigne encore subventionner l'éducation nationale et de s'accommoder de la dure réalité économique. Être réaliste et raisonnable serait donc synonyme d'une remise en cause du service public ? Résultats du vote :

-Pour : 4 (nos élus)
-Contre : 19
-Abstention : 8 (l'UNEF-ID...qui défend les intérêts étudiants...).

Alice Deshayes
élue au CEVU

Truc

COMMENT SE FAIRE EXONÉRER ?

Tous les étudiants peuvent se faire rembourser les frais locaux car ceux-ci sont facultatifs. Il existe également la possibilité de se faire exonérer des droits d'inscription nationaux. Selon l'article 3 du décret du 5/01/84, peuvent être

exonérés, en plus des boursiers, "les étudiants qui en font la demande en raison de leur situation personnelle, notamment les réfugiés et les travailleurs privés d'emploi. Les décisions d'exonération sont prises par le président de l'établissement, en application de critères généraux fixés par le conseil d'établissement et dans la limite de 10 p. 100 des

étudiants inscrits". A Caen, 2674 étudiants peuvent donc se faire exonérer. Cette année, 2300 l'ont été. Il en manque 374. Les critères fixés par le CA de la fac du 04/04/97 sont les suivants :

▲ exonération systématique pour les anciens boursiers, les bénéficiaires d'Aides exceptionnelles, les surveillants à mi-temps,

▲ Exonération après examen par une commission sur les critères suivants :
- si l'étudiant peut faire état de la feuille d'imposition des parents : un impôt brut de moins de 6000 francs et un revenu brut global divisé par le nombre de part inférieur à 60 000 francs.
- S'il ne peut pas faire état de la feuille d'imposition des parents : un avis

favorable de l'assistante sociale du CROUS ou de l'université.
Le dossier est à retirer au guichet 5 de la scolarité générale, à déposer avant le 15/12 de l'année universitaire en cours pour plus de détails, contactez-nous !
A noter : la bourse d'urgence d'Alfred, créée pour les étudiants du premier année en local.

Politique du CROUS RESTAURATION UNIVERSITAIRE... YA COMME UN OS !

Le CROUS (Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires) a pour mission de répondre aux besoins sociaux des étudiants dans une université qui s'est massifiée fortement depuis deux décennies. Le logement, les aides directes et la restauration sont parmi ses priorités. Dans ce dernier domaine, on constate que l'objectif initial (l'équilibre de plus en plus) a été délaissé, la qualité se paie à prix élevé.

SOCIAL

A la rentrée 1998/99, le prix du ticket de RU pour l'étudiant était de 14,50 frs. Il faut savoir cependant que cela ne représente pas la totalité du coût du plateau repas. En effet, le coût exact d'un repas est de 23,42 frs et l'état finance donc les 8,92 frs restants. Le problème, c'est que ce co-financier a tendance à se retirer depuis quelques années. C'est ce qu'on appelle : la fin de la parité Etat-étudiant dans le financement du plateau du RU. Les chiffres sont là : la part de l'étudiant (62%) dans le prix du ticket de RU ne cesse d'augmenter et la part de l'Etat (38%) de diminuer, suivant ainsi une logique de désengagement de l'état dans le financement de l'enseignement supérieur. En 81, l'Etat et l'étudiant payaient chacun 5,60 frs.

Dans cette même logique de retrait, nous avons pu remarquer un début de privatisation du RU avec l'apparition de chaînes semi-privées comme la cafétéria du RU B. Cette cafétéria dont la qualité est respectable ne propose pour un ticket de RU qu'un plat chaud avec un petit pain (avec en option un dessert à partir de 2,50 frs et une entrée à 5 frs). Autrement dit, pour avoir un repas complet, nous devons déboursier au moins 22 frs. (et encore, sans camembert). Le confort est à ce prix. Par ailleurs au RU B "traditionnel", en 1995, le troisième plat annexe (un dessert ou une entrée) a été supprimé contre une légère hausse de la qualité. Il s'agissait officiellement de permettre à chacun d'avoir son flanby au caramel plutôt qu'un yogourt sans marque au caramel. A l'époque nous avions mené une campagne intitulée "on nous a sucré

n yaourt !", ce qui prouve que, malgré nos ventres vides et la tension émeutière qui régnait, nous avions encore pas mal d'humour... De plus, à la dernière rentrée, le CROUS s'était prononcé pour un gel du prix du ticket, ce qui n'a pas empêché notre bon ministre de l'Enseignement Supérieur, Claude Allègre, de décider d'une augmentation. Quand on vous dit qu'on ne changera pas la planète dans les conseils...

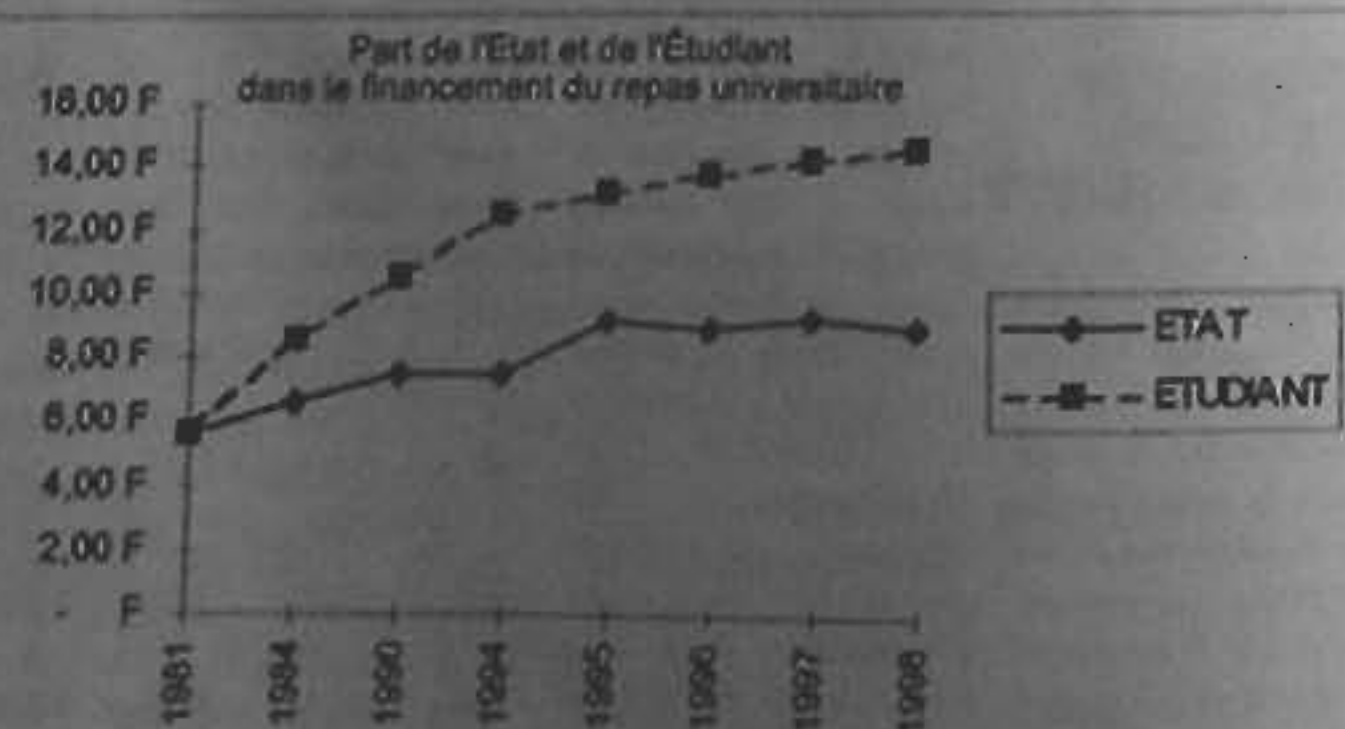
Le CROUS nous oppose donc le rôle social nécessaire du RU à la qualité. Or, il doit au contraire avoir un rôle social tout en offrant à l'étudiant un repas de qualité, équilibré, nécessaire à la bonne santé de celui-ci. Voilà pourquoi nous nous battons pour un réengagement massif de l'Etat et le retour à la parité Etat-étudiant dans le prix du ticket de RU. Il faudra pour cela, que chaque étudiant se mobilise... Ce ne sera pas facile, même pour du rabe de frites, mais on y arrivera !

Benoît Lamy

CAFETERIA SEMI PRIVÉE :
1 TICKET = 1 PLAT DE RÉSISTANCE



R.U B, public :
1 TICKET = 1 REPAS COMPLET !



PAPYRUS



ANTI-RACISME

400 000 copies d'examen imprimées par un élu du FN L'ANGOISSE DE LA RACE BLANCHE...

En 1998, l'Université de Caen a conclu un marché avec l'entreprise SIAL (Société d'Imprimerie d'Arc Lerachinel), domiciliée à Saint Lô (50). Il concerne la production de 400 000 copies d'examen dont la particularité est qu'elles permettent de garantir l'anonymat de l'étudiant par le biais d'un volet rabattable et encollable. Jusque là, rien d'étonnant. Mais il y a un hic... ou plutôt un Heil.

Le montant de ce marché s'élève à 113 532 Frs TTC (94 140 HT). Le lecteur scientifique aura calculé que la copie coûte 0,28 frs et que la fac prévoit 15 copies par étudiants. Son collègue qui, plus malin, s'est saisi de sa calculatrice, remarque que chaque étudiant coûte 4,20 frs à la fac et verse donc cette même somme à la SIAL.

Le patron de cette boîte est Fernand Lerachinel. Cet homme a décidé un beau jour d'aller prospecter auprès des partis politiques à l'Assemblée Nationale. Il souhaitait notamment proposer ses services au groupe parlementaire du RPR. Il entra alors dans un bureau et, par une erreur d'aiguillage, tombe nez à nez avec une réunion du bureau politique du Front National. Cette rencontre fit de lui, l'imprimeur officiel du FN pour la région grand ouest. Mais il ne s'en tient pas là. A force d'imprimer les tracts nauséabonds du FN, Lerachinel finit par en absorber le contenu. Il devient le représentant politique du FN le plus influent dans la région. Elu au Conseil Général de la Manche et député européen, il fait désormais parti du bureau politique du F.N.

Il est vrai que dans son entreprise, les salariés ne sont pas tous encartés au FN. Et conclure un marché avec Lerachinel leur fournit du boulot. Cette question a été soulevée au sein de notre syndicat. Pour autant, nous pensons que le combat contre ce parti xénophobe, raciste,

débaus. Non, la fac ne doit pas passer de contrats avec cette entreprise !

Pourtant elle a bel et bien conclu ce marché de 113 532 frs. Il semble qu'elle l'ait fait sans en avoir conscience... Face à cette situation, les syndicats de salariés ont fait pression auprès de la fac pour que le contrat ne soit pas renouvelé en 99.

Mais, dans le cadre de la loi sur les marchés publics, elle ne peut, légalement, écarter une entreprise sur des considérations politiques. Cette année pourtant, c'est une autre entreprise qui a dégoté le marché. La fac n'a même pas demandé de devis à la SIAL. Autant dire qu'elle a pris un certain nombre de risques juridiques. Espérons que Lerachinel ne l'attaque pas en justice. Nous approuvons donc sa décision et surtout nous

LES S ÇA MARCHE PAR 2...

ICI, ON
CAUSE LA
FRANCE
MERDE



homophobe, mysogine et anti-social nécessite parfois de prendre des décisions difficiles mais qui constituent un signe fort de la part de l'Université. Les valeurs qu'elle est censée dispenser sont opposées fondamentalement à celles du FN : esprit critique, tolérance et ouverture sur les autres cultures, solidarité, échange des savoirs,

remercions les syndicats professionnels de leur engagement. Nous voulons que l'Université sache que l'UNEF Caen pèsera de tout son poids dans cette bataille et qu'elle a tout notre soutien. Les étudiants de Caen sauront eux aussi dire haut et fort : Non au FN ! Pas de Fric pour le FN !

Nicolas Gosselin

PAPYRUS



Claude Allègre a annoncé

LE PLAN SOCIAL ÉTUDIANT :

L'aide sociale soulève un certain nombre de questions qui interrogent sur de vrais problèmes mais (révolution dans ce domaine. Doit-on notamment laisser persister les disparités entre les sociaux et normalement pour fonction de supprimer ? Doit-on parler enfin de la mise en pas de réponses claires dans le plan émanant du ministère de l'enseignement supérieur :

Les promesses de Claude...

Claude Allègre avait promis un débat sur l'aide sociale étudiante et avait annoncé qu'il mettrait en place un Plan Social Etudiant. Plusieurs fois repoussé, le débat parlementaire sur le PSE n'a laissé ressortir que peu de choses, si ce n'est beaucoup d'incertitudes.

La rentrée 1999 s'annonce douce et merveilleuse avec de nouvelles mesures. La bourse de premier cycle qui vise à donner une bourse "pour une durée égale à celle du cycle d'étude ou le cas échéant, à celle nécessaire à l'obtention de l'ensemble du diplôme (...)" Il faudra compter aussi sur la bourse à taux "zéro" qui correspond en fait à une exonération des frais d'inscription et de sécurité sociale pour les étudiants dont le revenu familial dépasse de très peu le barème actuel des bourses (rien n'est précisé pour les autres et la

revendication de gratuité des études est oubliée). Ajoutons également la mise en place d'une commission académique d'allocation d'étude qui sera chargée de statuer sur la dégradation des conditions de vie d'étudiants en cours d'année. Elle pourra, après examen de la demande, donner une allocation

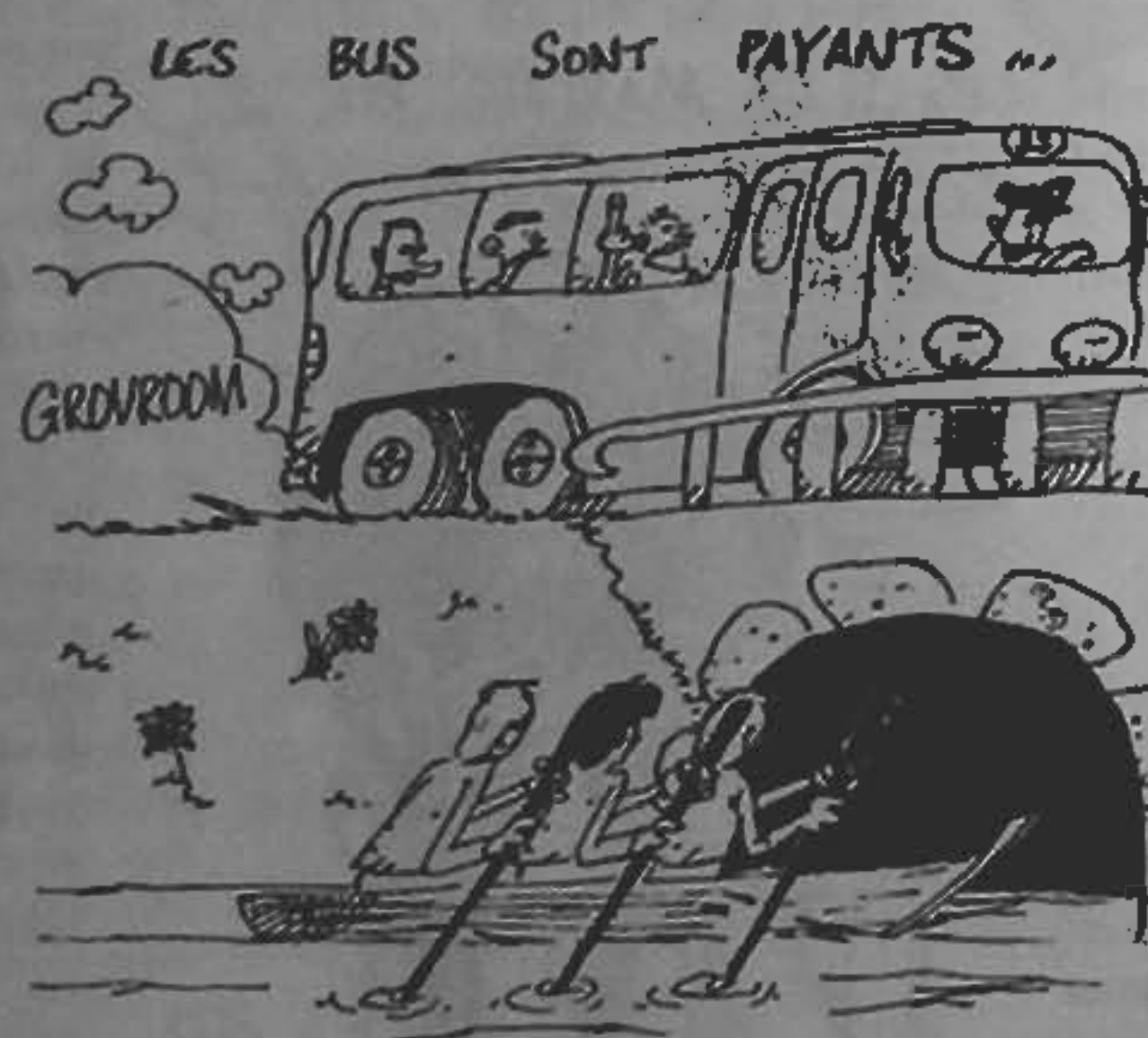
d'étude d'un montant correspondant à l'un des échelons des bourses. Enfin, dernier point, le relèvement du plafond des ressources de +6 % pour le premier échelon des bourses (cela fera 7500 boursiers en plus parmi quasiment 2 millions d'étudiants).

Il est également prévu de rénover les cité-universitaires

rénovations. Sera-t-il encore question d'accord cadre avec l'entrepreneur pour une durée de quinze ans afin de payer les travaux de rénovation ? Ce qui aura pour conséquence des loyers plus élevés pour les étudiants.

En ce qui concerne les transports, le ministère souhaite harmoniser (mot à la mode en ce moment !) les réductions tarifaires pour les étudiants. C'est d'ailleurs dans cette optique d'harmonisation que la navette 22 est toujours payante pour les étudiants dont les cours sont transférés au campus II. Pour ce qui est des missions de la médecine préventive, elles seraient redéfinies. Ces termes, s'ils n'ont rien d'inquiétants au premier abord, laissent planer comme une ombre : quelle sera cette nouvelle mission ? D'autre part, va-t-on enfin voir se créer des postes de médecins en nombre proportionnés aux besoins étudiants sur les campus ?

Il faut ajouter que 200 bourses "au mérite" de prise en charge totale des études seront accordées aux meilleurs bacheliers se préparant aux carrières de la magistrature et de l'ENA. Directement inspirée du rapport Attali (le fameux !), cette mesure viserait à donner une caution



ALORS LA JUSTICE SOCIALE AVANCE EN RAMANT !

actuelles et de construire plusieurs milliers de logements sociaux (dont 2/3 en région parisienne). Espérons que les rénovations qui s'engageront ne se feront pas sur le même type de montage financier que celui de Gremillon II. Sinon, ce seront les étudiants qui paieront les travaux effectués car le CROUS ne peut assumer le coût des

ses mesures pour l'aide sociale

CHRONIQUE D'UN VIDE ANNONCÉ.

qui demeurent souvent sans réponse. Cette réalité finit même par devenir une règle qui bloque toute étudiants dont l'origine sociale est très hétérogène ? Doit-on laisser se creuser de profondes inégalités que l'aide place ou de la reconnaissance d'un statut étudiant ? Ces questions pour directes qu'elles soient, ne trouvent Le PSE, le Plan Social Etudiant.

Par Fabien Guillot, élu au CROUS et à l'UFR de géographie

populaire à ce cercle fermé qui constitue l'élite dirigeante de demain. L'élitisme serait-il un remède à l'élitisme ?

Enfin, d'autres mesures devraient accompagner le PSE. Elles viseraient à encourager les activités associatives, culturelles et sportives. Ainsi, les présidents des CA des CROUS seraient remplacés par des étudiants. Cette dernière mesure, est d'ailleurs déjà en cours d'application à Caen puisque le CROUS à un Vice-Président étudiant (élu UNEF-ID) qui devient dès lors, une sorte de gestionnaire et plus seulement un étudiant. Sera-t-il à terme salarié par le CROUS pour sa mission syndicale ? (cogestion quand tu nous tiens ...).

...tournent à l'algèbre.

Derrière toutes les belles paroles et les douces promesses de notre Ministre, peu de choses vont changer. Il propose d'augmenter le nombre et le montant des bourses (+ 3%), d'augmenter la distribution d'AIE (+12 000), d'améliorer le rythme de paiement des bourses. Toutefois, on est loin des promesses longtemps entretenues par certains syndicats qui parlaient quasiment de révolution sociale avec le PSE. Une fois de plus la montagne a accouché d'une souris.

Concrètement, qu'avons nous obtenu de ce fameux PSE ? Les étudiants qui vivaient avec 2000^{fr} par mois, vivent aujourd'hui avec 2298^{fr}, ce qui constitue une avancée

déterminante (!) pour l'amélioration des conditions de vie des étudiants. Rappelons au passage que le ticket de RU a augmenté (sur décision de C. Allègre), que les redevances en cité-U ont suivi la même tendance et que de plus en plus d'étudiants sont contraints de se salarier afin de pouvoir financer leurs études. Il est vrai, comme le fait remarquer le Ministre, que grâce au PSE, cette année, ce sont 19% des boursiers qui ont été payés en septembre. Et les 81% restants, comment ont-ils fait sans toucher leur bourse avant les mois de décembre, voire janvier ? Est-ce là le résultat de l'amélioration promise par M. Allègre ?

Nous pouvons donc constater l'effort surhumain dont a fait preuve le ministère en matière d'aide sociale. Ce plan ne fait qu'améliorer de façon ridicule le système actuel. Certains peuvent donner l'illusion aux étudiants que l'on va vers l'amélioration des conditions d'étude, se faire les portes drapeau de ce plan, mais sur le fond le PSE n'apparaît pas comme un plan donnant une véritable place à l'étudiant dans la société. Il ne constitue qu'une sorte de plan d'accompagnement à la dégradation des conditions sociales des étudiants. L'UNEF Caen considère plus urgent d'élaborer des revendications en matière d'aide sociale directe (cf. encadré suivant) plutôt que de se donner bonne conscience en se faisant caution solidaire d'un plan qui ne répond pas aux attentes des étudiants.

De multiples réflexions sont engagées depuis longtemps sur l'aide sociale (mise en place d'aides plus massives, la Garantie Sociale d'Etude,

le revenu minimum universel pour les précaires, les chômeurs, les étudiants...), pour mettre fin à la sélection sociale par l'argent. Tout ceci constitue des pistes pour élaborer un projet social qui permettrait à l'Université d'être réellement ouverte à tous et qui concrétiserait l'idée que l'enseignement et la culture sont source de richesse pour l'étudiant et, au delà, pour la société.

AIE : Aide Individuelle Exceptionnelle, elle permet aux étudiants boursiers qui rencontrent des difficultés financières. Toutefois, il ne s'agit pas d'un montant de bourse du fait qu'il y a perte d'usage partiel du montant de la bourse normalement attribuée à l'étudiant. Remarque : voir à l'UNEF CAEN.

LES AIDES DIRECTES

Elles sont au nombre de 3

① Les bourses qui représentent 31% des aides directes. Elles sont trop peu élevées et réparties uniquement sur neuf mois. Leur critère d'attribution dépendent essentiellement du revenu des parents, les problèmes familiaux, ni aspiration étudiante ne sont prises en compte pour l'attribution.

② La seconde est l'ALS (Allocation Logement Social) qui représente 26% de l'aide sociale directe et constitue la seule aide universelle. Elle est donc accordée à tous les étudiants sur la base de leurs ressources propres (bien qu'aucun mode de calcul de ressource propre aux étudiants n'existe !).

③ Enfin, la troisième est la demi-part fiscale (43% de l'aide sociale directe) qui consiste en une réduction d'impôt pour les familles. Censée compenser les frais occasionnés par les études de leurs enfants, les familles les plus défavorisées (non imposables) n'y ont pas le droit, et plus une famille est riche plus la réduction d'impôt est importante puisque proportionnelle à son revenu imposable.

Soutien aux sans papiers

27 MARS : UNE BELLE MANIFESTATION UNE SALE REPRESSION !



ANTI-
RACISME

La lutte des sans-papiers continue dans une indifférence quasi-générale. Le motif des sans-papiers n'a pourtant jamais été régulière. Parce que la lutte des sans-papiers n'est pas une spécificité française, la coordination nationale, soutenue par d'autres coordinations et collectifs de sans-papiers et de soutien, a décidé d'organiser, avec la coordination des autres pays d'Europe, une manifestation à Paris, le 27 mars.

Au niveau national, de nombreux syndicats, associations et organisations politiques ont appelé à cette initiative. Localement, une montée en car a été organisée par le collectif de soutien aux sans-papiers de Caen (dont l'UNEF-Caen fait partie). La manifestation se devait d'être une réussite pour relancer la dynamique du mouvement des sans-papiers et redonner de l'énergie aux sans-papiers et aux soutiens eux-mêmes.

C'est près de 10 000 personnes qui se sont retrouvées à manifester entre la place d'Italie et la gare Montparnasse. Les cortèges furent animés et joyeux comme le sont toujours les manifs de sans-papiers. Les mots d'ordres étaient : la régularisation de tous les sans-papiers, l'abrogation des lois pasqua-debrè-chevènement, l'abolition de la double peine, la fermeture des camps de rétention...

Quelques délégations européennes étaient présentes mais en faible nombre. On peut donc dire que globalement la manifestation fut plutôt une réussite... mais peut-on être satisfait de quelques milliers de personnes devant une situation aussi difficile que celle des sans-papiers ?

De plus, il faut souligner, et dénoncer la répression qui est montée d'un cran lors de cette journée de mobilisation. Une première ombre se porta au tableau très tôt dans la matinée, lorsqu'un train de 2000 manifestants italiens

sans-papier ne se trouvait dans le car. Mais c'est là une méthode des plus détestables pour piéger les sans-papiers.

Finalement, après la manifestation, une action fut lancée, à l'appel de plusieurs organisations (SCALP, ACI, Droits devants...) : l'occupation des locaux des Invalides d'Air France (qui assure l'expulsion des sans-papiers).

Les policiers accueillirent nombreux ces manifestants, et on assista à plus de 300 interpellations. C'est là encore un quasi-record du nombre d'interpellations pour une manif qui s'était passée sans problème.

Malgré la réussite de la journée, tout cela fait qu'il reste un goût amer dans la bouche en rentrant le soir en car. On comprend alors que le gouvernement, tout de gauche plurielle qu'il soit n'en reste pas à la non-régularisation mais passe au cran supérieur, c'est à dire la répression. Et pas n'importe laquelle. Une répression qui vise à détruire tout mouvement

de contestation, quel qu'il soit (mouvement des chômeurs, des surveillants...).

Merci Chevènement.
Merci Jospin

Mathieu Alliard.

REPRESSION: LA POLICE S'EXPLIQUE

Y'S'ETAIENT DES MILLIERS
ARMÉS DE SAC À DOS REMPLIS
DE SANDWICHES AU PATÉ
ET D'OEUFS DURS.

ON S'EST
SENTI
AGRESSÉS

ON A
CHARGÉ!



fut bloqué par les CRS à la frontière.

Plus tard, un car en provenance de Strasbourg fut arraisonné par la gendarmerie sur la route de la manifestation. Tous les passagers subirent un contrôle d'identité. Heureusement, aucun

Pour venger son copain Chevènement...



ALLÈGRE S'ATTAQUE AUX CARABINS ET A NOS PLACES EN CITE-U

Le concours de l'Internat devient national avec classement des facs de médecine. Du coup, celle de Caen est amenée à fermer. Les carabins Caennais partiront à Rouen pendant que les étudiants en Médecine vont devoir venir à Caen, de quoi bonder les cités-U des deux villes...

Aucun mammoth ne va donc échapper à notre dégraisseur national. Cette fois, ce sont les étudiants en Médecine qui vont trinquer.

Ces études durent 8 ans pour les Médecins généralistes, 10 pour les spécialistes, et 11 pour les chirurgiens. Pour ces deux dernières catégories, elles sont marquées par deux concours: le premier à la fin de la première année d'études (PCEM1) comme pour les généralistes, et le second à la fin de la 6ème année (concours de l'Internat).

Ces deux concours se font fac par fac, sur des épreuves terminales.

Voilà que Claude Allègre a décidé de modifier le second concours. Aux épreuves terminales s'ajoute un contrôle continu sur les 3 années qui précèdent le concours, et seules les notes obtenues à la première session à laquelle l'étudiant est supposé se présenter (première session de la première inscription en 4ème, 5ème ou 6ème année) sont prises en compte. Il faut donc tout réussir du premier coup, sans aucun droit à l'erreur, et à des épreuves d'un autre niveau que celles qu'on rencontre dans les filières traditionnelles. C'est impossible à moins de travailler 24h/24. Et si vous êtes un étudiant-salarié, ne pensez même pas à cette

voie.

Deuxième volet de la réforme du concours de l'Internat: les épreuves terminales seront communes à l'ensemble des facs de France et donneront lieu à un classement interfacultés.

C'est le début de la fameuse mise en concurrence des universités. Ce système aura tôt fait

ville. Dans le cadre du pôle universitaire Normand, chaque ville se spécialise et augmente ainsi ses chances dans la compétition qui va l'opposer aux autres facs de France.

Et c'est là qu'une attaque contre une seule catégorie d'étudiants devient une attaque contre tous les cités-U caennais vont être envahies par des étudiants rouennais qui auraient largement préféré rester chez eux, et vice-versa. C'est vrai qu'il y a bien trop de chambres vides dans nos cités-U...

Mais pourquoi est-ce que je m'inquiète pour des places en cités-U ? Le plan U3M va arranger tout ça, voyons, puisqu'il prévoit la construction de nouvelles.

Trêve de plaisanteries, on remarque que c'est encore un moyen de mettre la pression sur nous. La rénovation des cités-U et leur extension est la carotte qui est censée nous faire avaler la pilule U3M.

C.Allègre s'assure donc de l'efficacité de l'opération en nous faisant directement sentir à quel point nous avons besoin de cette carotte.

La mise en place des pôles d'excellence en Médecine et Pharmacie est le levier qui risque de les imposer partout.

Cette attaque contre les carabins est une attaque contre nous tous.

A nous de montrer que la solidarité étudiante n'est pas un vain mot.



de désigner les pôles d'excellence de la Médecine. Et de la Pharmacie aussi, car cette autre filière va connaître la même réforme. Conséquence pratique ?

La fermeture annoncée officieusement de l'UFR de Pharmacie de Rouen et de l'UFR de Médecine de Caen. Les étudiants de ces deux filières vont être invités à poursuivre leurs études dans l'autre

PAPYRUS

PAPYRUS

Brice Errandonea



LE BÂTIMENT LETTRES

Cette année, toutes les UFR situées dans le bâtiment lettres ont été invitées à désigner les représentants de leur conseil. L'UFR de LVI en décembre, celles de Sciences de l'Homme (Socio, Philo, Lettres Modernes et Classiques, Arts du Spectacle, Sciences de l'Éducation), d'Histoire et de géographie en mars-avril. Il s'est produit un changement considérable dans la représentation des forces syndicales en présence. Sur l'ensemble du bâtiment, 957 étudiants, 435 ont accordé leur suffrage à l'UNEF-Caen, contre 374 à l'UNEF-ID. Il ne s'agit pas pour

S Le 17 mars, pour défendre les disciplines littéraires contre l'université rentable et concurrentielle d'Allègre, les étudiants de sciences de l'homme ont choisi la liste "Solidarité Étudiante" présentée par l'UNEF-CAEN. En effet, pour les élections des représentants étudiants au conseil d'UFR, tout comme pour celles des conseils centraux (CA-CEVU) du 13 janvier dernier, notre liste est arrivée en tête, devançant celle de l'UNEF-ID d'une quarantaine de voix : 195

pour l'UNEF-CAEN, 152 pour l'UNEF-ID. Malgré cette nouvelle victoire électorale, nous regrettons encore une fois la faible participation des étudiants de l'UFR à ce scrutin, elle dépasse en effet péniblement le stade des 11%.

Voter "SOLIDARITÉ ÉTUDIANTE" signifie combattre les méfaits des réformes Bayrou et Allègre, exiger plus de moyens pour l'UFR, défendre le régime d'examen des étudiants salariés, exiger une meilleure organisation de la mise en place des examens, obtenir un meilleur fonctionnement de la bibliothèque.

L'UNEF-CAEN se félicite de ce choix de la solidarité des étudiants des différents départements de l'UFR contre la rentabilité à tout prix que certains veulent imposer aux différentes filières

de l'université. Les multiples composantes de l'UFR étaient représentées sur notre liste, comme l'attestent nos six nouveaux

modernes), Hélène Gobert (DEUG de sociologie), Aurélien Châtelais (DEUG de philosophie).

Ces six représentants sont à votre disposition pour vous informer de ce qui se décide durant les conseils, pour remonter vos demandes auprès des enseignants, dans les couloirs du bâtiment des lettres ou au local de l'UNEF-CAEN (porte 543, 3^e étage du bâtiment inscriptions); n'hésitez pas à entrer en contact avec eux.

Michaël Colin
Secrétaire aux élus de l'UNEF-CAEN

LA RENTABILITÉ... NON ! LA SOLIDARITÉ... OUI !

représentants au conseil des sciences de l'homme : Marjorie Gaudemer (licence arts du spectacle), Nicolas Simon (DEUG de sociologie), Amanda Bouffier (licence de philosophie), Yann Bessières (DEUG de lettres

UN NOUVEAU CONSEIL POUR QUELLES REVENDICATIONS ?

Il y a deux ans, l'UNEF-Caen avait emporté cinq sièges sur sept. Cette année, nous n'avons pas pu présenter de listes complètes. Malgré cela, trois des quatre candidats que nous présentions ont été élus. Il s'agit de David Motel (1^{ère} année), Olivier Ruet (Maîtrise) et Nicolas Gosselin (licence). Le bilan de nos élus sortant était positif : lutte contre les méfaits de la réforme bayrou, négociation d'équi-

valences pour les redoublants, intervention diverses sur les conditions d'études, etc... Bien implantés en licence, nous l'étions moins en DEUG. Il faut dire que depuis quelques

mois nous avons beaucoup milité en langues, géographie et science de l'homme, là où les problèmes sont les plus criants. L'UNEF ID, qui n'avait pas de quoi faire une liste à elle seule, a fait une multitude



DU CÔTÉ DES LUTTES !

nous de jouer à gonfler les muscles... mais nous considérons ce vote comme un soutien des étudiants aux idées que nous défendons : l'égalité, le service public et laïc, la solidarité. Cependant, ce changement ne va pas révolutionner profondément l'université. C'est par une prise de conscience collective et un engagement massif dans la mobilisation que nous gagnerons !



GÉOGRAPHIE

Le 30 Mars se sont déroulées les élections des représentants étudiants au conseil d'UFR des sciences de

la terre et de l'aménagement régional (géographie et géologie). L'UNEF-Caen est la seule organisation syndicale à avoir déposé une liste pour chaque collège avec la présence d'une géologue en second cycle.

Avec 89% des suffrages exprimés, l'UNEF-Caen a confirmé son implantation dans cet UFR. En effet depuis plusieurs années les militants, élus et sympathisants de l'UNEF-Caen ont mené des actions et obtenu des résultats : baisse du coût du stage de licences à la charge des étudiants, passage en licence de 46

étudiants, motions réclamant une augmentation du budget de l'UFR... En outre, ce résultat exprime l'accord des étudiants pour le projet syndical de l'UNEF-Caen : Nous

avons en effet axé notre campagne sur des revendications claires et offensives : Réclamer un budget conséquent et la création d'un budget spécial pour les stages de terrain (avec généralisation de ceux-ci dès le premier cycle), engager une réflexion sur l'avenir de la géographie (maquettes de diplôme, U3M, semestrialisation), garantir le statut

5 ANS DE TRAVAIL SYNDICAL : 89 % !

spécifique aux étudiants salariés finalisée par la semestrialisation, améliorer la clarté et le respect des modalités d'examen en veillant à ce que le calendrier soit connu suffisamment tôt, augmenter les heures d'ouverture de la cartothèque (embauche d'un personnel titulaire), relancer une politique d'achat de matériel cartographique (cartes...). Ainsi, avec 7 élus sur 8 (2 précédemment), l'UNEF-Caen entend accentuer son action en géographie en unissant son poids au sein des conseils mais surtout en mobilisant les étudiants face aux nouvelles attaques contre un service public de qualité et remettant en cause une université publique, gratuite et laïque : plus U3M, réformes Allègre... Et ainsi réaffirmer la solidarité étudiante

Julien Hermilly.



Les élus de l'UNEF-Caen :
- 1^{er} cycle
Guillaume HEDOUIN-Deug2
Julien HERMILLY-Deug 2
Benoit BENSEHARS-Deug1

- 2^{ème} cycle :
Fabien GUILLOT-maîtrise
Thomas GASTEAU-licence
Christine LUCAS-géologie(3)

- 3^{ème} cycle
Cynille LEBEURRIER-DESS SIG

nicolas Gosselin
élu à l'UFR



Comme chaque année depuis plus d'un siècle...

LE 1er MAI : JOUR DE LUTTE !

Nous, étudiants, ne sommes pas à part dans la société et ce n'est pas en vivant avec des collègues, en se distrayant, que l'on échappe au mouvement général. Le 1er Mai peut être l'occasion de remettre les revendications de tous en avant, de les rassembler, de réaliser l'unité dans la lutte. Mais pour cela le 1er Mai, jour de lutte !

Par Olivier Raut, Vice-président du C.A.

Le 1er Mai, jour de lutte, n'est pas à proprement parler une tradition, mais en est devenu. En effet, c'est en Novembre 1884, que les IVème congrès des traditions (syndicats) américains décident qu'à partir du 1er mai 1886, la journée de travail serait fixée à 8 heures, et que toutes les organisations ouvrières se préparent à cet effet.

Celui-ci s'internationalise au congrès socialiste de Paris (14-20 juillet 1889) : le 1er mai sera le jour de revendications des travailleurs. Le congrès décide d'organiser une manifestation internationale à date fixe pour que le même jour, les ouvriers demandent la journée de 8 heures.

En France, le 1er Mai 1890, les ouvriers portent un triangle rouge, symbole des trois-huit : "huit heures de travail, huit heures de repos, huit heures de sommeil". En 1891, à Fourmies, l'armée charge et fait 10 morts (Vive la France) : ce sont les premiers martyrs du 1er Mai.

Il est célébré chaque année à partir de 1892. La journée de 8 heures n'est obtenue en France que par la loi du 25 avril 1919. L'aspect revendicatif des luttes du 1er Mai a été suivi par le régime de Vichy, qui par une loi du 12 avril 1941 a consacré ce jour comme fête du travail et de la concorde sociale. Mais une loi du 29 avril 1947, en a fait un jour chômé et payé (donc légalement, pas de fête du travail en France).

Le 1er Mai, comme jour de lutte, a connu des hauts et des bas, et peu ont ressemblé à ceux de 1906, 1936 et 1968.

Mais celui-ci a également évolué dans le temps. De journalet d'expression de la classe ouvrière, il

organisations signataires de l'appel, étaient également présentes des associations de pays et lesbiennes (Les Enfants Terribles, Ananas...), contre les discriminations et plus particulièrement dans le travail.

L'unité dans les luttes des salariés, chômeurs, étudiants est indispensable pour le progrès social et pour faire reculer toutes les attaques lancées par le gouvernement et le patronat. Tout ce que nous pouvons espérer, c'est que ce 1er Mai unifie et pérennise des luttes communes massives, revendicatives et efficaces, et qui pourraient devenir encore plus larges.

Sait-on jamais, peut-être verrait-on l'UNEF-ID de Caen venir lutter contre la politique réactionnaire de Claude Allègre aux côtés de l'UNEF, de la PSU, etc. « Et, comme nous l'avons aimablement rappelé au PS : "1er mai ensoleillé, automne sous les pavés" ».



Petite bibliographie :

Le 1er Mai, présenté par Miguel Rodriguez (archives Gallimard-Julliard). L'affiche reproduite en est issue.

Un point de vue syndical : les 100 ans du 1er Mai, institut régional d'histoire sociale-CGT.

Pour notre région : Le Front Populaire dans le Calvados, Jean Quellien.

PAPYRUS



pour une université ouverte à tous et à toutes...

LE COMBAT DES ÉTUDIANTS HANDICAPÉS SUR LA BONNE VOIE !

CONSEILS
CENTRAUX

Lors du CEVU du 23 mars 1999, l'UNEF-Caen, en accord avec les étudiants handicapés, avait décidé de déposer une motion visant à améliorer les conditions d'étude des étudiants handicapés. Cette motion avait été renvoyée au CEVU suivant, qui a eu lieu le 28 avril 1999, pour passer au préalable en commission. Suite du dossier...

La première motion demandait le regroupement géographique des cours auxquels participent les étudiants handicapés pour leur permettre une meilleure accessibilité, l'accès des étudiants handicapés aux informations concernant les modalités d'examen et la garantie des conditions quelque peu spécifiques dans lesquelles ils passent leurs épreuves. Ce texte proposait aussi la création d'un centre de transcription efficace pour les étudiants aveugles et malvoyants.

Cependant, elle a provoqué quelques différends entre les responsables de la commission Handicaps et Vie Universitaire et l'Accueil des étudiants handicapés. En effet, à la réunion qu'avaient fixé les responsables de la commission, l'Accueil des étudiants handicapés et Handi-Uni afin de discuter du projet du centre de transcription, les deux responsables de la commission n'étaient pas présents. Nous n'avions plus aucun représentant universitaire à qui présenter notre projet, par conséquent, nous avons dû annuler la réunion.

La commission Handicaps et Vie Universitaire à laquelle je participe en tant que représentant étudiant du CEVU, s'est réunie le 26 avril 1999. Durant cette dernière commission, il a été décidé d'établir un chiffrage précis concernant les besoins des étudiants handicapés, afin d'inclure la politique d'accueil des étudiants handicapés dans le contrat d'établissement 1999-2003.

De plus, une nouvelle réunion concernant le projet du centre de transcription braille a été fixée le 5 mai.

Lors du CEVU du 28/04/99, l'UNEF-Caen a à nouveau présenté la motion, après l'avoir quelque peu modifiée. Elle a cette fois-ci été acceptée, et nous nous sommes engagés à la prendre en compte dans le travail que nous fournissons en commission.

Concernant le projet du centre de transcription, il a été retenu de la motion, car le CEVU proposant de l'inscrire dans le contrat d'établissement 2003-2007 c'est-à-dire dans quatre ans, ce qui ne permet pas de répondre aux

difficultés qu'ont les étudiants aveugles et malvoyants à obtenir leurs documents. Cependant, nous devons attendre la réunion du 5 mai, au cours de laquelle je pense qu'un accord entre l'université, Handi-Uni et les étudiants handicapés sera établi, afin d'entreprendre ensemble un travail collectif et efficace.

Enfin, bien que la parfaite cohésion entre l'université et les personnes principalement concernées par ces problèmes soit encore difficile, nous pouvons affirmer qu'un travail commun sera entrepris, pour répondre à toutes ces difficultés. Par conséquent, nous devons nous maintenir prêts de manière efficace, positive et optimiste.

Sébastien Marie, élu au CEVU

Les motions du 2004, adoptées

(attention : un paragraphe, ou il doit question de centre de transcription a été supprimé pour discussion en commission)

Le CEVU charge la commission "handicap et Vie universitaire" de faire des propositions allant dans le sens de ce qui a été défini dans les annexes ci-après :

- Une meilleure information et plus de clarté quant aux modalités d'examen.

- La prise en compte sérieuse de la présence d'étudiants handicapés dans l'attribution de salle de cours et d'examen.

- La communication des sujets d'examen à transcrire en braille suffisamment tôt.

- Contribuer au bon fonctionnement de la surveillance (sans temps supplémentaire) et du secrétariat d'examen pour les étudiants handicapés. Celle-ci devra donc soutenir auprès du ministère la création de poste qui pourraient être affectés à ces tâches.

- Faire en sorte que les documents de travail des conseils de l'université (CA, CEVU et conseil d'UR) dans lesquels siègent des étudiants handicapés leur soient accessibles (transcription braille ou support audio).

- Apporter une aide maximale à la structure d'accueil des étudiants handicapés pour lui permettre de sorte des difficultés actuelles, liés notamment au sous-effectif.

Dernière minute !

A la réunion du 5 mai, le principe d'un centre de transcription a été adopté ! plus d'infos dans le prochain numéro

PAPYRUS

Émulation par la concurrence entre les universités...

POLITIQUE
UNIVERSITAIRE

**L'AGENCE
SUPERIEURE**

D'EVALUATION

UN PROJET D'ATTALI :

Dans le rapport Attali (mai 1998), la question de l'évaluation des faits et des enseignements est soulevée. Si ce projet venait à se concrétiser, des problèmes majeurs pourraient apparaître (bénéficiaires des faits, fermeture de disciplines mal-notées). Elle serait menée par un organisme, l'Agence Supérieure d'Évaluation (A.S.E.).

volonté de démocratie appréciable. Par contre, "Elle (l'A.S.E.) sera constituée d'universitaires, d'enseignants, de chercheurs, de gestionnaires et d'hommes d'entreprise, recrutés pour une période de cinq ans." Le doute n'est pas permis, Mr Attali, après avoir voulu introduire les "hommes d'entreprise" au sein de la gestion de

côte ne leur plaît pas. Une sorte de self service universitaire... Cela signifie que seuls les élèves ayant accès à ces informations pourront changer de fac et que, seuls les élèves ayant les moyens de changer de fac pourront le faire. Un autre point que l'on doit éclaircir, c'est de savoir si tout le monde pourra changer de fac pour se ruer vers les facs bien cotées ! Sinon, un autre problème se pose, c'est qu'il faudra une sélection pour déterminer qui y aura droit. La sélection n'est-elle pas la négation du droit pour tous d'étudier dans de bonnes conditions ?

Le pouvoir de nuisance de l'A.S.E. ne s'arrêterait pas là car "Chaque rapport aura des conséquences financières automatiques et immédiates sur le budget de l'établissement évalué. En cas extrême, un établissement d'enseignement supérieur pourra même se voir retirer sa qualification." En langage décodé, cela veut dire qu'en cas de mauvaise évaluation, l'établissement concerné se verrait décerner moins d'argent et donc qu'il aurait moins de moyens pour mettre en place sa politique universitaire. Quelle est la conséquence logique ? C'est tout

la fac, veut les associer à l'évaluation de la fac. De plus en plus fort, le rapport préfère de Mr Allègre prévoit que "Les rapports d'évaluation, (...) seront immédiatement rendus publics et seront donc consultables sur Internet". Cela signifie que les étudiants pourront vérifier sur le Net la côte de leur fac, et donc, que tout simplement, ils pourront aller dans une autre fac si la

simplement que l'enseignement de ces facs serait de moins bonne qualité et que la prochaine fois qu'elles seraient évaluées, les résultats s'en ressentiraient et donc qu'elles auraient encore moins d'argent. On voit vite qu'un cercle infernal s'instaure. M. Attali prévoit dans la deuxième phrase que l'université, "en cas extrême" puisse se voir retirer sa qualification, c'est-à-dire

ÉVALUATION : MÉTHODE TAPIE

① J'DIS QU'
C'EST D'LA
MERDE

② J'RICHÈTE AU
FRANC SYMBOLIQUE

③ JE RESTRUCTURE



Premièrement, le ministère de l'éducation n'aurait plus de pouvoir sur cette agence, ce signe d'indépendance témoigne d'une

PAPYRUS

Au pays des moules, ça frite...

LILLE EN LUTTE!

Le vendredi 7 mai 1999, deux assemblées générales réunissant une centaine de personnes (étudiants, personnels enseignants et ATOS - non enseignants) ont déposé les réductions budgétaires imposées par le ministère. Lille III sera déclarée fac morte durant trois jours.

Le ministère a décidé d'attribuer à l'université de Lille III (Lettres, Sciences humaines et sociales) 50% seulement du budget demandé par cette fac. Sur les 500 personnels non enseignants de Lille III, environ 150 ont des contrats précaires (CES, Emplois jeunes, ...) et sont donc payés sur des fonds propres à l'université. C'est donc ces 150 personnes qui risquent de perdre leur emploi. Avec un effectif si restreint, Lille III ne pourra pas accueillir les étudiants de façon décente, tâche déjà difficile. Le Conseil d'Administration du 30 mars 1999 a donc refusé d'évaluer en l'état le projet d'établissement en raison des moyens financiers et humains très insuffisants et a déclaré le campus "fac morte" du lundi 10 au mercredi 12 mai 1999. L'UNEF, l'UNEF-ID, Mieux réussir

à Lille III, Innovation et solidarité IATOS, la FEN, la CGT et le SNESup espèrent mobiliser tous les personnels et les étudiants afin de faire de cette lutte une victoire et de mettre en échec la politique d'Allègre. La situation de Lille III n'est pas un point noir en France : c'est simplement une des facs les plus rapidement et durement touchées par la politique ministérielle de réductions des déficits publics - liée à la définition des critères de convergence du traité de Maastricht. La politique d'Allègre n'est pas une innovation : voilà quinze ans que les gouvernements tirent à boulets rouges et taillent à coups de sabre dans le

secteur public d'enseignement, mais le plan U3M (université du troisième millénaire), en passant à l'étape supérieure, passe aussi à la vitesse supérieure : c'est directement la privatisation maquillée de l'enseignement supérieur qui se dessine. Comment s'étonner que le budget de Lille III sera amputé de 20% par an sur le prochain contrat quadriennal (projet d'établissement) ? Comment s'étonner que le budget de la bibliothèque centrale de Lille III ait vu ses crédits amputés d'un tiers en cinq ans ? Comment s'étonner que non seulement le ministère ne programme aucune création de poste pour la rentrée prochaine, mais qu'en plus il soit à l'origine de 150 suppressions de postes ? Face aux orientations politiques claires d'Allègre, les étudiants, les

personnels, ainsi que toute la population française doivent être invités à exprimer dans la rue, par les luttes et le mouvement social, leur opposition ferme à la politique d'Allègre, pour imposer leur vision de l'université publique, gratuite et laïque. Pour faire taire les bruits de chaussons de la social-démocratie et ne pas se soumettre au diktat des bureaux feutrés de la république, il nous appartient de rejoindre la mobilisation lilloise.

de notre envoyé spécial
Samuel Verove

PAPYRUS

(1) toutes les citations de ce texte sont tirées du rapport Attali.

Marc Bouasfrère



Les frappes de l'OTAN soulèvent de nombreux mécontentements

KOSOVO L'INTERVENTION DE L'OTAN EN QUESTION

INTERNATIONAL

Quand les premières bombes de l'OTAN sont tombées sur la République Fédérale de Yougoslavie en représailles du refus de Milosovic de signer les accords de Rambouillet, nous avons voulu aussitôt prendre position. Une guerre n'est pas que les généraux et les hommes politiques au pouvoir, elle engage toute la société. Un journal doit donc comme nous le défendons, être à l'écoute de tout ce qui se passe. Sur la question internationale, l'UNEP a toujours revendiqué son rôle de soutien aux peuples opprimés contre leurs oppresseurs et à l'opposition armée dans les situations où elle est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Contrairement à la guerre du Golfe, nous ne sommes pas opposés à la guerre, mais nous sommes opposés à la guerre qui est plus

rapidement tranchée, la question du Kosovo a suscité plusieurs interrogations. Il a fallu d'abord permettre à chaque militant d'accéder au maximum d'informations. Nous avons diffusé au local le documentaire "Yougoslavie : suicide d'une nation européenne" (France 2). Les journaux sont mis à disposition également au local. Désormais, nous devons nous réunir pour en discuter. A l'heure du bouclage, cela n'est pas facile. Nous sommes opposés à la guerre, mais nous voulons pouvoir y opposer une réelle alternative. Par conséquent nous avons ouvert notre journal à différents courants politiques ou syndicaux dont la majorité est opposée à la guerre, mais qui vous proposez, dans un même journal, avoir les différentes opinions. Faisons donc plus de place aux

organisations pro-intervention. Nous pensons qu'elles ont leurs propres moyens d'information et que la leur est tout à fait acquise. Les organes qui nous acceptent de nous écrire ont toutes écrit quand nous leur avons demandé de laisser le nombre de caractères. Pour nous faire pardonner, nous nous engageons à vous communiquer leur adresse si vous souhaitez en discuter plus longuement avec elles.

Deux précisions enfin : l'emplacement des textes a été conduit par un strict souci technique de mise en page. Les dessins tirés de CHARLIE HEBDO ont été choisis par nous et disposés au hasard de la mise en page, ils n'engagent donc pas les organes.

Le comité de rédaction

Voix Des Travailleurs

La "République socialiste de Yougoslavie" n'était pas pour nous un Etat bureaucratique, mais un Etat bureaucratique. La République fédérale actuelle est un régime parlementaire à la tête duquel figure une coalition "rouge-brune", alliant des éléments issus de la bureaucratie à d'authentiques nationalistes.

C'est dire si nous ne soutenons ni n'avons jamais soutenu Milosovic et son parti, alors qu'ils étaient considérés avec bienveillance par les puissances occidentales qui voyaient en lui un élément de stabilité et un rempart contre l'Union Soviétique.

Nous avons été hostiles aux bombardements dès le début. Il n'y a aucune contradiction : nous constatons simplement que la guerre menée par l'OTAN va à l'encontre des principes affichés, accélère l'épuration ethnique et renforce le pouvoir de Milosovic. Alors qu'existaient, même faibles, des forces sociales, la guerre dissimule les conflits sociaux pour leur substituer deux camps : celui des "patriotes" et celui des "traîtres".

Pour les dirigeants yougoslaves comme pour ceux des pays de l'OTAN, la guerre est une opportunité. Milosovic fait taire tous ceux

qui protestaient trop fort contre la corruption de la clique au pouvoir. Chirac fait oublier les emplois fictifs de la mairie de Paris, et Clinton le Monténégro. Bien sûr, cela ne suffira pas à motiver une guerre si ne s'en mêlaient des intérêts puissants. On a peine à croire à tant de cynisme, mais bien loin des "droits de l'homme", c'est le triomphe des groupes de pression des industriels de l'armement dont les actions ont bondi spectaculairement.

Finie la "guerre de droit" : les Américains décident seuls hors de tout cadre légal. Finie, la "police du monde" : les Kurdes, les Palestiniens, les

Timorais, pourraient continuer à se faire massacrer, pourvu que ce soit par des membres de l'OTAN.

Alors, nous demandons : à quel point faut-il faire ? Il n'existe malheureusement pas de réponse immédiate pour réparer une politique menée par les bourgeoisies impérialistes. La solidarité, oui, mais avec les travailleurs.

Serbes, Monténégro, Albanais, sans distinction d'origine. L'internationalisme, qui nous fait lutter solidairement contre nos bourgeoisies, ici comme dans les Balkans.

MILOSEVIC ASSASSIN!



Gauche-Révolutionnaire La commune

L'Occident ne s'intéresse aux Kosovars que parce qu'ils luttent. Les pays occidentaux ont peur que la crise actuelle déstabilise toute la région, mettant en cause les intérêts économiques de l'Union Européenne. On ne cherche pas à renverser Milosovic, seulement à le contraindre à lâcher un peu d'autonomie pour calmer le jeu, avec au Kosovo une occupation par les forces de l'OTAN. Si nous nous opposons aux frappes, ce n'est pas pour soutenir Milosovic mais parce que les populations serbes et kosovares seules paient le prix. Il n'y a qu'à voir l'exemple de l'Irak. C'est à la population serbe de régler son compte à Milosovic, elle seule y a intérêt, les impérialistes finissant toujours par s'entendre avec lui. Nous défendons le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des Kosovars. Cela implique le retrait total et inconditionnel des troupes serbes de Kosovo. Belgrade se voit des frappes pour accélérer le programme de nettoyage ethnique prévu de longue date, l'exode qui s'ensuit risque en outre de déséquilibrer les pays voisins. Et si Milosovic ne cède pas, que se passera-t-il ? On parle d'intervention terrestre ce qui suppose une installation de troupes occidentales dans la région et donc un nouveau crup porté aux populations. L'intervention impérialiste n'a jamais aidé aucun peuple, ce n'est pas son rôle. Seuls les ouvriers, les jeunes, les peuples des Balkans pourront trouver une solution. Cela suppose le respect du droit à l'autodétermination et à l'indépendance, condition nécessaire pour une fédération socialiste volontaire des peuples des Balkans.

P.C.F. UNE AUTRE VOIE QUE LA GUERRE

Ce n'est pas en allant plus loin dans la guerre qu'on réduira cette tragédie. Celle-ci appelle une autre issue politique et diplomatique. La volonté européenne d'agir dans ce sens avec les Nations Unies et la Russie est riche d'espoir.

Cela va aussi dans le sens de ce que préconise le Parti Communiste depuis le début. On se souvient qu'il a désapprouvé l'engagement de la France dans les bombardements de l'OTAN. Pas du tout parce qu'il a considéré qu'il fallait laisser faire Milosovic. La politique qu'il mène, l'abomination de la "purification ethnique" est une honte pour la conscience humaine.

Les frappes de l'OTAN n'ont pas permis d'arrêter le bourreau. Le Parti communiste français fait des propositions précises :

Garantir un arrêt des exactions au Kosovo, la protection et le retour des réfugiés en sécurité par une aide internationale humanitaire et matérielle massive, à l'image du grand élan de solidarité qui se développe en France et en Europe ;

Mettre en place une force d'interposition sur la base d'un accord, sous l'égide de l'OSCE et de l'ONU (et non une force d'intervention, nouvelle étape du conflit) ;

Démilitariser la zone des combats avec l'implantation de la force de paix sur la base des accords de Rambouillet ;

Stopper les bombardements et reprendre la négociation dans le cadre d'une Conférence sur les Balkans, examinant les problèmes politiques et de reconstruction avec un fort engagement de l'Union européenne.

C.G.T.

Chaque heure qui s'écoule voit les souffrances des peuples du Kosovo, de Serbie et du Monténégro s'aggraver dramatiquement. Des hommes et des femmes, des enfants et des vieillards fuient la répression du régime serbe et les bombardements de l'OTAN. C'est en Europe, à l'aube du 21e siècle. C'est intolérable.

La CGT appelle les salariés à exprimer

LA BATAILLE DU GENDARME DU MONDE

à l'arrêt des frappes de l'OTAN, à l'arrêt des bombardements, à l'arrêt des exactions au Kosovo, à la protection et au retour des réfugiés en sécurité, à l'aide internationale humanitaire et matérielle massive, à l'image du grand élan de solidarité qui se développe en France et en Europe ;



L'urgence est d'agir pour que les pays européens, y compris la Russie, avec l'ONU, contribuent à l'instauration d'une paix durable. Des propositions sont avancées pour une conférence internationale des pays des Balkans. Il s'agit de remettre toutes les parties autour de la table des négociations pour rechercher une issue politique.

Les forces démocratiques et de progrès sont affaiblies, leur combat rendu plus difficile par l'exacerbation du nationalisme et de la haine de l'autre. L'urgence est d'agir pour que les pays européens, y compris la Russie, avec l'ONU, contribuent à l'instauration d'une paix durable. Des propositions sont avancées pour une conférence internationale des pays des Balkans. Il s'agit de remettre toutes les parties autour de la table des négociations pour rechercher une issue politique.

Les VERTS du Galvaud

La responsabilité de Milosovic dans l'épuration ethnique et la guerre au Kosovo est totale, elle est la seule prévisible des agressions et violations des droits de l'homme perpétrées à son initiative depuis 10 ans. L'absence d'Europe politique intégrée et de défense européenne est clairement une carence

responsable. On ne peut qu'être inquiets de l'armement de la Russie, du poids des Etats-Unis sur l'Europe et avertis par l'irresponsabilité de l'OTAN, déclencheur de bombardements sans protéger les populations civiles du Kosovo et sans prévoir l'accueil des réfugiés.

La crise exige la convocation du Conseil de Sécurité de l'ONU pour déclarer le Kosovo, zone humanitaire de refuge, permettant le retour des réfugiés.

Les forces démocratiques et de progrès sont affaiblies, leur combat rendu plus difficile par l'exacerbation du nationalisme et de la haine de l'autre. L'urgence est d'agir pour que les pays européens, y compris la Russie, avec l'ONU, contribuent à l'instauration d'une paix durable. Des propositions sont avancées pour une conférence internationale des pays des Balkans. Il s'agit de remettre toutes les parties autour de la table des négociations pour rechercher une issue politique.

à la paix. Cela signifie : l'arrêt des interventions militaires, des bombardements et des combats, le retrait des forces armées serbes, le droit au retour des réfugiés assuré par la présence d'une force internationale de sécurité sous mandat de l'ONU et de l'OSCE, l'adoption d'un plan de reconstruction et de développement économique et social des pays de la région. Plus que jamais, la CGT est solidaire des travailleurs, des populations de ces pays pour le respect des droits des peuples du Kosovo et de la région à déterminer les conditions de leur vie future et construire une paix durable.

Une force d'interposition internationale, sous mandat ONU, avec les moyens nécessaires, imposera la paix, sans tutelle de l'OTAN. La France doit s'ouvrir largement aux réfugiés qui souhaitent y venir, dans les meilleures conditions. L'Union Européenne doit soutenir les démocrates de tous les camps. Au delà, une conférence de paix balkanique devra être organisée.

Enfin, l'alternative à la résurgence des nationalismes, c'est l'urgence de l'Europe politique et sociale.



C.F.D.T.

L'arrêt des bombardements ne peut qu'être lié simultanément :

a) au retour des populations déplacées dans leur pays d'origine, le Kosovo, sous la protection d'une force d'interposition européenne.

b) au retour à la table de négociation sur la base de l'accord de Rambouillet.

Enfin, un plan de développement social et économique devra être mis en place le plus rapidement possible dans les Balkans sous l'égide de l'Union Européenne.

PAPYRUS

PAPYRUS

Mouvement Des Citoyens

La politique d'élimination et de ségrégation de Milosevic avec les atrocités commises est inacceptable mais nous constatons que les bombardements de l'OTAN, sans but affiché, sans fondement en droit international, aboutissent à l'exode massif des populations civiles, et à un désastre humanitaire dramatique.

Les commentateurs responsables et réfléchis s'interrogent sur les raisons de l'échec de Rambouillet, dont les Américains portent une large responsabilité, et sur le retrait des observateurs de l'OSCE qui protégeaient les Kosovars de l'épuration ethnique. Ces décisions ne préparaient-elles pas une justification à l'intervention aérienne ?

Ce n'est pas sous les bombes que l'on pourra obtenir la coexistence des Serbes et des Albanais du Kosovo, mais par la négociation et par une solution politique. Cette solution passe probablement, hélas, par une partition du Kosovo, garantie par une force internationale composée des pays européens et de la Russie, sous l'égide des Nations Unies.

Le Mouvement Des Citoyens dénonce avec force les pressions exercées en faveur d'une intervention terrestre car l'enlèvement dans le borborygme balkanique serait profondément contraire aux intérêts de la France et de l'Europe, et accentuerait les divisions ethniques. Refusons de soutenir l'OTAN qui renforce ses frappes au moment même où des discussions sur une sortie de crise politique peuvent aboutir. La paix en Europe d'abord ! N'acceptons pas la tuerie militaire des États-Unis ni leur stratégie

Socialisme par en bas

Mars 91, 250 000 personnes ont parqué Belgrade pendant 5 jours.

Le Financial Times titrait "La mobilisation des travailleurs est la principale menace que subit le gouvernement serbe". Même au plus fort de la guerre, en 91, il y a eu des grèves en Serbie et des manifestations anti-guerre à Belgrade. Des soldats Serbes Bosniaques se sont mutinés. La guerre finie, Milosevic a bien fait lire son verdict A partir de novembre 94, des protestations de masse se sont produites quotidiennement pendant 100 jours. A nouveau, 250 000 personnes ont scandé : "Sloba, c'est Saddam".

Les sections de forces armées sur place rechignent d'attaquer les Kosovars. En mai 95, le Financial Times recommandait à Sloba, avec un joli sens de l'euphémisme : "Le mouvement social commence à affaiblir Milosevic".

d'enlèvement imposé aux européens. Refusons la politique à courte vue du "gros bâton", pour revenir d'urgence à un traitement politique de la crise. Soyons lucides et clairvoyants, cette guerre est une guerre contre l'Europe visant à éloigner de la Russie et à éliminer l'hégémonie américaine à travers ce nouvel ordre mondial qu'ils veulent imposer.

Pour faire cesser les bombardements, pour faire cesser les exactions et la terreur, pour soutenir tous les efforts engagés en vue d'une solution diplomatique à la crise du Kosovo, le Mouvement Des Citoyens appelle à la tenue immédiate d'une conférence internationale associant toutes les parties concernées, y compris la Russie, sous l'égide de l'ONU.

Pour en sortir, il faut revenir d'urgence à la négociation politique.

Celui-ci a voulu sauver la peau en exacerbant le nationalisme : il a violemment réprimé les Albanais du Kosovo. Les serbes n'ont pas trop bien marché, mais c'est l'OTAN qui vient de sauver Milosevic.

PAQUES AU KOSOVO



En bombardant, on a renforcé le nationalisme, et donné à Milosevic des justifications pour interdire tout les médias d'opposition, jusqu'à la dernière radio, B92, qui a très bien compris qu'il était l'ennemi. Son discours a toujours été : "C'est dans

"Pendant des années, les médias libres de Serbie ont combattu le nationalisme, la haine, et la guerre. Je demande au président Clinton de mettre fin à l'attaque de l'OTAN". La ville de Na est un des bastions de l'opposition démocratique en Serbie. Son maire témoigne : "Il y a 20 minutes, ma ville a été bombardée. Les gens qui vivent ici sont ceux qui ont voté pour la démocratie en 96, ceux qui ont protesté pendant 100 jours lorsque les autorités ont tenté de nier leur victoire. Pourquoi nous bombardez-vous ? Les villes sont les cibles privilégiées de l'OTAN. L'hôpital et l'université de Belgrade ont été bombardés. Milosevic peut-être sauvé, mais par son propre peuple. L'OTAN n'en a d'ailleurs pas l'intention. Tant que les bombardements continuent, le nationalisme l'emporte, mais après tout va changer, comme le montrent certains témoignages. "Contre l'OTAN, je me battrais derrière Milosevic, même si je sais que, demain, c'est lui que je combattrai." (cité dans

Le Nouvel Observateur). "Même si l'OTAN conduit par le diable, je serai toujours contre l'OTAN. Ça n'a rien à voir avec Milosevic." (Un habitant de Novi Sad). Même s'ils le soutiennent, les serbes ne se font pas d'illusion sur leur dictateur. Il faut arrêter les bombardements pour permettre à l'opposition de se reconstruire, l'aider financièrement (voies ouvertes pour certains pays qui ne sont pas encore grillés en Serbie), et accueillir les réfugiés kosovars et les détracteurs serbes le temps qu'elle renverse Milosevic. Dans l'histoire, les Serbes n'ont jamais plié devant la moindre armée. C'est ainsi que Belgrade a déjà été rasée 17 fois. En revanche, Milosevic redoute que son opposition retrouve la force d'avant les bombardements. Les syndicats serbes ont un rôle essentiel à jouer. Les syndicats français doivent les aider, d'autant plus que l'argent qui tue aujourd'hui en Serbie, c'est celui que nos classes dirigeantes ont gagné sur le recul de nos droits.

P.S

La politique d'épuration ethnique conduite par Milosevic au Kosovo a soulevé l'indignation de tous les peuples après la volonté de défendre partout les droits de l'homme et d'abord le droit à la vie sur la terre. Cette politique a provoqué l'intervention militaire, essentiellement aérienne, des pays de l'OTAN et particulièrement de la France.

Cette intervention suscite l'inquiétude en ce qui concerne ses éventuels développements. Devant les souffrances des peuples chassés de leur terre, devant les angoisses des populations bombardées, il importe de définir très rapidement les objectifs poursuivis et les moyens de les atteindre.

- Retrait des forces armées et paramilitaires serbes du Kosovo et neutralisation des groupes armés comme l'UCK.
- Arrêt simultané des frappes aériennes.
- Retour des réfugiés au Kosovo.
- Reprise des négociations pour aboutir à une solution politique au Kosovo.

Au delà du conflit actuel qui s'inscrit dans une trop longue série d'affrontements, il est de la

responsabilité de l'ONU d'organiser une grande conférence pour tenter de créer les conditions d'une paix durable dans les Balkans.

Dans l'immédiat, la communauté internationale, et particulièrement européenne a le devoir d'apporter une aide massive et rapide aux populations déplacées du Kosovo. Celle-ci peut s'organiser en particulier sous le

INTERVENTION AU SOL



contrôle du Haut Comité aux Réfugiés. En ce sens, la position française qui tend à ne pas acter le fait accompli en privilégiant le retour des déplacés et non leur éparpillement dans différents pays est juste et même d'être expliquée. Mais au delà, il est impératif de l'accompagner d'une politique généreuse d'attribution de droit d'asile aux kosovars qui le réclameraient.

Texte signé par : CFBT, CGT, FSU, Groupe des dix, Mouvement de la paix, PCF, LCR, JCR-RED, ANPAG, MDC.

Comme nous l'avons écrit depuis le début des opérations militaires de l'OTAN, les bombardements ne règlent pas le sort des populations du Kosovo.

Une tragédie humaine

Nous avons assisté à une accélération massive par Milosevic de la répression et de la purification ethnique au Kosovo véritable tragédie humaine qui risque de s'étendre dans toute la région. Dans le même temps, Milosevic voit son pouvoir renforcé. Cela rend encore plus difficile le combat des forces démocratiques et de progrès en Yougoslavie même.

Des propositions...

- La sortie de crise se fera par l'arrêt des bombardements, le retour des Kosovars avec la protection d'une force civile et militaire d'interposition basée sur l'OSCE.
- Arrêt des exactions de l'armée et de la police et des groupes paramilitaires serbes au Kosovo.
- une enquête approfondie du Tribunal International et la mise en procès des responsables des exactions à tous les niveaux.
- une conférence de Paix avec tous les peuples des Balkans.

Ces diverses actions, menées simultanément, sont les seules capables de rendre aux hommes, aux femmes et aux enfants des Balkans une vie décente et démocratique sous la protection des forces internationales légitimes.

Nous demandons au gouvernement français et à l'Union Européenne de prendre une initiative allant dans le sens de l'ONU. Une telle initiative qui concerne la Paix en Europe et le choix de l'autodétermination des peuples doit s'appuyer sur tous les pays de l'Europe, à l'instar comme à l'OSCE. Il faut substituer à la guerre, une politique de coopération pour la Paix qui passe par un plan social et économique de développement.

Urgence : répondre vite et généreusement...

- Nous vous invitons à répondre généreusement aux initiatives de solidarité prises par les différentes associations humanitaires.
 - Les Organisations signataires peuvent recevoir vos dons qu'elles transmettront (mention Kosovo au dos des chèques).
 - D'ores et déjà, nous prenons contact avec les syndicats et les associations démocratiques des Balkans pour répondre à leurs demandes.
- Ne cédon pas aux pressions, réfléchissons ensemble à la réalité complexe de cette situation. Organisons la solidarité pour que la Paix permette un développement démocratique.

ANPAG

Contre le national-fascisme de Milosevic, la guerre de l'OTAN n'offre aucune solution.

Il faut juger les guerres à leur résultat. L'objectif humanitaire n'a jamais réussi à la réalité de l'intervention. Pour protéger les femmes et les enfants du Kosovo, il y avait déjà sur place des éléments d'interposition : les observateurs de l'OSCE et les "forces d'extraction". Il aurait fallu augmenter leur nombre et leurs missions afin de limiter les exactions des milices nationalistes-fascistes de Milosevic. Avant de proposer des réponses pour sortir de la crise, il faut revenir sur l'histoire de cette intervention. D'abord un odieux national-fascisme sévit en ex-Yougoslavie depuis 10 ans. Nos dirigeants n'ont pas dit grand-chose pour soutenir les opposants démocratiques des Balkans. Quand le leader kosovar Ibrahim Rugova est venu en France en 1997, ni l'Élysée, ni Mitterrand n'ont voulu le recevoir. Ils ont beau jeu maintenant de hurler à l'urgence aux qui n'ont rien fait dans les dix dernières années. L'action humanitaire pour empêcher les massacres ethniques doit avant tout se faire par l'observation (lire sur

place), par l'aide aux opposants démocratiques et en appuyant ces actions par des forces d'interposition. Cela ne peut exister qu'au travers du respect du droit international. Pourquoi l'OTAN intervient-elle alors que rien n'a été fait pour inculper Milosevic de crime contre l'humanité au Tribunal Pénal International ? Pourquoi l'ONU a-t-elle été mise sur la touche ? Là encore, l'argument d'urgence ne vaut rien quand l'épuration ethnique dure sans que nul ne bouge depuis des années.

Au fond, la question est à chercher dans le projet des États-Unis (en plus largement de l'Internationale ex-social-démocrate des Clinton, Blair, Schröder, Jospin and Co) : l'OTAN vous impose un nouvel ordre mondial, dans lequel les États-Unis seront l'empire unique portant le droit et l'ordre sur la planète, y compris en Europe. C'en est fini d'un monde multipolaire dont l'Europe était le porteur.

Il faut trouver des solutions pour sortir de cette crise : revenir à l'application du droit l'ONU est seule habilitée, l'OSCE doit participer, le TPI doit clairement se prononcer et une enquête diligente.

arrêter les bombardements pour permettre à la diplomatie de reprendre ses droits et organiser le retour des réfugiés. Il faudra protéger ce retour si ce n'est pas par une décision diplomatique et juridique, avec une force d'interposition pour le faire respecter. Une telle force, pour être légitime devra être sous l'égide de l'ONU, commandée par l'OSCE et être accompagnée de civils participant à la reconstruction : aider les démocrates des Balkans à se développer et proposer une alternative au national-fascisme. En particulier aujourd'hui, aider et soutenir le Monténégro et assurer le retour en masse des réfugiés indépendants. Les forces démocratiques existent dans cette région, au travers de nombreux médias et associations.

proposer le développement en échange de la paix et du respect de toutes les populations. Un plan d'investissement pour construire une "Communauté des Balkans" (appelons que l'Europe fut construite pour préserver la paix) et en attendant, il faut permettre le retour des réfugiés et des populations civiles, par l'aide massive aux ONG et la solidarité entre citoyens (au travers des syndicats, des associations de femmes et des groupes pour les droits civils).

La Bédé

